



PREAVIS AU CONSEIL GENERAL DU 27 JUIN 2016

Modification des statuts de l'Association de communes du Réseau enfance Cossonay et région (AJERCO)

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La Municipalité vous prie de prendre connaissance de ce préavis municipal, dont la structure et l'essentiel de la rédaction ont été élaborés par la Direction de l'Association régionale pour l'action sociale de Cossonay-Orbe-La Vallée.

1. Préambule

Cette association fournit les prestations liées à l'accueil de jour des enfants au sens de la Loi sur l'Accueil de Jour des Enfants (ci-après : LAJE) via le Réseau enfance Cossonay et région (ci-après : AJERCO).

Cette association emploie actuellement près de 142 collaborateurs/trices.

AJERCO étant une association de communes au sens des articles 112 et suivants de la Loi sur les Communes (ci-après : LC), la modification de ses statuts relève de la compétence du conseil intercommunal conformément à l'art. 126, al.1 LC.

Cependant certaines modifications, en particulier celles décrites à l'art. 126, al.2 LC, nécessitent l'approbation de la majorité des Conseils généraux, respectivement communaux.

Ainsi, lors de la séance du Conseil intercommunal d'AJERCO en date du 7 octobre 2015 à Penthalaz plusieurs modifications des statuts ont été présentées, et cinq d'entre elles nécessitent l'approbation des Conseils généraux et communaux soit la modification des articles 10, 12, 15, 16 et 40.

Conformément à la procédure décrite à l'art. 113 LC, un avant-projet de statuts a été soumis à une commission de votre conseil (art 113, al.1^{er} LC) qui a pu faire part de ses remarques.

L'article 113, al.1^{sexies} LC précise que le projet définitif de statuts (annexe) présenté au Conseil par la Municipalité ne peut être amendé.

2. Exposé des motifs

Comme évoqué en préambule et en vertu des dispositions prévues par l'art. 126, al.2 LC, l'approbation des Conseils généraux, respectivement communaux, est requise en ce qui concerne les modifications des articles 10, 12, 15, 16 et 40 des statuts d'AJERCO.

Conformément à la procédure prévue pour l'adoption des statuts d'associations intercommunales, le Service des Communes et du Logement (SCL) a déjà donné son accord de principe, confirmant ainsi la légalité des modifications présentées par le CODIR AJERCO au Conseil intercommunal et celles

qui sont soumises aux Conseils généraux, respectivement communaux qui font l'objet du présent préavis.

- L'art 10 traitant de la composition du Conseil intercommunal est légèrement modifié dans le texte, notamment concernant la désignation des suppléants pour le Conseil intercommunal.
- L'art 12 des statuts d'AJERCO est modifié afin de mieux préciser les compétences du Conseil intercommunal, et en particulier celles du président et du vice-président, ceci pour être en conformité avec les articles 10 et 114 LC qui indiquent que le président est élu chaque année. La durée maximale pour la présidence durant la législature en cours est également précisée.
- L'art 15, les 2ème et 3ème paragraphes concernant le quorum et majorité sont déplacés à l'art. 16 des statuts.
- L'art 16 concernant le droit de vote intègre les 2ème et 3ème paragraphes déplacés de l'art 15 tel qu'indiqué plus haut.
- L'art 40 définit le type de majorité requise pour la modification d'éléments des statuts. Initialement cette majorité était de la moitié des communes plus une et le Conseil intercommunal propose qu'il soit des 3/5e (ou 60%), ceci pour donner une majorité claire et plus de force à des décisions d'importance.

3. Conclusions

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil Général de Cottens

- vu le préavis de la Municipalité,
- ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté régulièrement à l'ordre du jour,

décide

1. d'accepter la modification de l'article 10 tel que figurant dans l'annexe,
2. d'accepter la modification de l'article 12 tel que figurant dans l'annexe,
3. d'accepter la modification de l'article 15 tel que figurant dans l'annexe,
4. d'accepter la modification de l'article 16 tel que figurant dans l'annexe,
5. d'accepter la modification de l'article 40 tel que figurant dans l'annexe,
6. de charger la Municipalité d'informer le CODIR d'AJERCO des décisions prises par le Conseil général.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 25 avril 2016.

Au nom de la Municipalité


Le Syndic



F. Delay



La Secrétaire



R.-M. Jaggi